

**VIème colloque international**

21-23 juin 2010

Hammamet (Tunisie)

*Stratégies de développement : Quel chemin parcouru ?  
Quelles réponses face aux nouvelles contraintes économiques et  
climatiques ?*

**Les conséquences économiques et sociales de la crise actuelle pour les  
pays méditerranéens :  
*Le cas du Maroc***

*Amine EL BADAOUI,  
Université Abdelmalek Essaâdi, Tanger  
a.elbadaoui@Hotmail.fr*

*Hassane ZOUIRI  
Université Abdelmalek Essaâdi, Tanger  
hzouiri@yahoo.fr*

## **Introduction Générale**

Crédits Subprimes, crise financière, chute des actions, effondrements des marchés interbancaires, faillite des banques... Ce lexique s'est vulgarisé durant les trois dernières années. En effet ce ne sont plus les spécialistes en finance ou les théoriciens en économie qui s'accaparent des discussions concernant ce fléau mais c'est un débat qui a attiré l'attention de tout le monde.

Et fait, c'est tout à fait naturel, dans un contexte de mondialisation de l'économie et d'internationalisation des marchés, les conjonctures et les mutations qui apparaissent dans n'importe quel secteur et dans n'importe quel pays se répercutent sur le quotidien de monsieur tout le monde.

Depuis 1929 l'économie mondiale n'a pas connu un ébranlement aussi violent, le chaos de la crise financière s'est propagé comme une tumeur dans le tissu économique mondial et les répercussions se sont proférées, et même si à des degrés différents, dans les quatre continents du globe.

Système libérale défaillant ou aboutissement inéluctable d'une économie mondiale à caractère cyclique, ladite crise a révélé la nécessité de la conversion du BA-BA du système économique mondial vers des normes plus garanties et surtout plus transparentes. D'où l'importance de coordination et coopération des parties prenantes pour agréger une évolution continue et un environnement sécurisé et stable.

Dans cette analyse sectorielle, nous essayerons de scruter et de présenter les incidences économiques et sociales de la dite crise sur l'économie marocaine.

Pour ce faire, nous essayerons, en premier lieu d'exposer brièvement l'impact de la crise sur certains secteurs de l'économie marocaine, à savoir : le tourisme, les exportations, l'industrie automobile, et les transferts des marocains résidents à l'étranger ; en deuxième lieu sur la plate forme logistique au Maroc.

## **Les prolongements de la crise financière, Cas du Maroc**

### **Introduction**

Le Maroc est l'un des pays de la Méditerranée qui a connu un niveau et une cadence contestables de développement durant les 10 dernières années. Et ceci grâce à des programmes et des plans de développement visant à moderniser l'économie du pays et la rendre plus attractive pour les investisseurs, et plus performante en termes de concurrence.

Ainsi la croissance du Produit Intérieur Brut hors agriculture a atteint 5% en moyenne pour la période 2004-2007 contre 3,9% pour la période 1999-2003. Le taux d'investissement, public et privé, a atteint 30% du PIB. Le taux de pauvreté s'est réduit de 15,3% en 2001 à 9% en 2007. L'inflation a été maîtrisée pour se situer en dessous de 3%. Le taux d'endettement extérieur a passé de 26,4% du PIB en 2003 à 19,8% en 2007<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Selon les chiffres officiels du Centre Marocain de Conjoncture.

En effet, le pays a misé sur une modernisation en terme de réformes budgétaires et économiques et sur la prolifération des secteurs d'activités.

Ainsi un développement du secteur industriel a été fortement ressenti avec la multiplicité des multinationales qui se sont délocalisées pour s'installer au pays. Ceci est dû aux politiques attractives en matière de création de zones franches, de réduction ou annulation d'impôts, d'allègement des procédures administratives et essentiellement aux coûts de production très bas.

L'un des secteurs qui connaissent un essor remarquable au Maroc est le secteur touristique. En effet, le pays mise beaucoup sur la contribution de ce secteur dans la stimulation de la croissance. Concrètement une stratégie touristique appelée "Vision touristique 2010" ambitionne une élévation du nombre de touristes à 10 millions dans l'horizon de l'année 2010.

Le secteur de l'agriculture fait, à sa part, partie des piliers de la politique de développement durable au Maroc. Avec le lancement du programme "Maroc vert", le pays convoite une vision plus moderne, plus fructueuse, et surtout plus contribuant à la création de valeur ajoutée, d'autant plus que l'économie marocaine en dépend –secteur agricole- depuis son jeune âge.

Dans la suite de notre travail nous essayerons de faire le point sur les incidences de la crise sur les secteurs clés de l'économie marocaine, ainsi que sur les entrées des devises au pays, pour boucler la boucle avec les répercussions sur la plate forme logistique

Avant d'entamer, et pour mener une analyse à bon escient, il faut noter que même si le Maroc a opté pour une ouverture de son économie, il n'a pas subi les mêmes répercussions néfastes et directes de la crise. Ceci est dû principalement à son système bancaire très bien structuré «le système bancaire marocain était stable, bien capitalisé, profitable et résistant aux chocs<sup>2</sup> » et aux procédures prises par l'état dans la matière : à savoir le contrôle de change. Les intermédiaires financiers marocains n'ont pas le droit d'investir dans les marchés mondiaux : les actifs des banques marocaines sont constitués à 97% de leurs bilans de dirhams<sup>3</sup>.

Nonobstant, la récession qu'a connu le monde suite à la crise, ainsi que le processus de déflation qui s'est établi depuis 2008 se répercutent négativement sur l'économie nationale, vu les relations qu'elle entretienne avec les pays développés touchés directement par la crise -l'effet domino<sup>4</sup>-, comme le cas de l'Espagne, deuxième investisseur étranger au Maroc.

Les derniers pronostics du Centre Marocain de Conjoncture le révèlent nettement. Partant, des implications de taille seront ressenties sur la croissance, l'emploi, les revenus et le niveau de vie.

---

<sup>2</sup> La dernière évaluation de la stabilité du système financier (Financial System Stability Assessment), réalisée en novembre 2007 par le FMI.

<sup>3</sup> C'est ce que M Adil Douiri l'ancien ministre du tourisme au Maroc a affirmé dans un entretien avec le quotidien marocain 'L'Opinion' du 24 Octobre 2008.

<sup>4</sup> L'effet domino est une réaction en chaîne qui peut se produire lorsqu'un changement mineur provoque un changement comparable à proximité, qui provoquera un autre changement similaire, et ainsi de suite au cours d'une séquence linéaire.

## 1. Crise et Vision touristique 2010 au Maroc

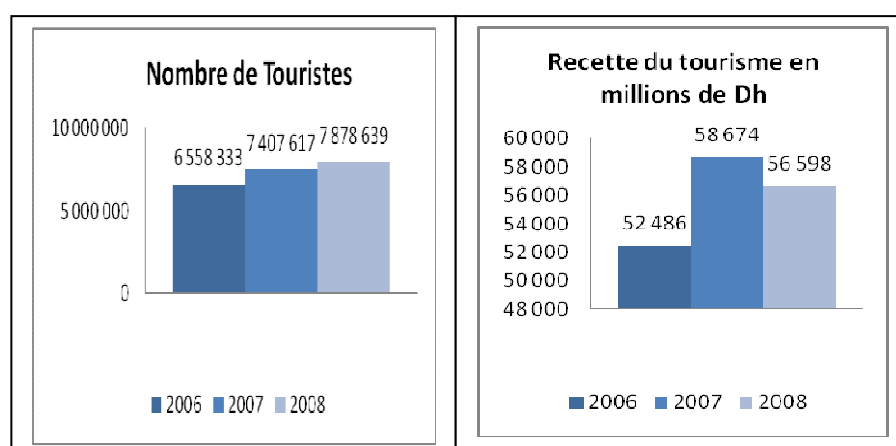
### 1.1 La vision 2010

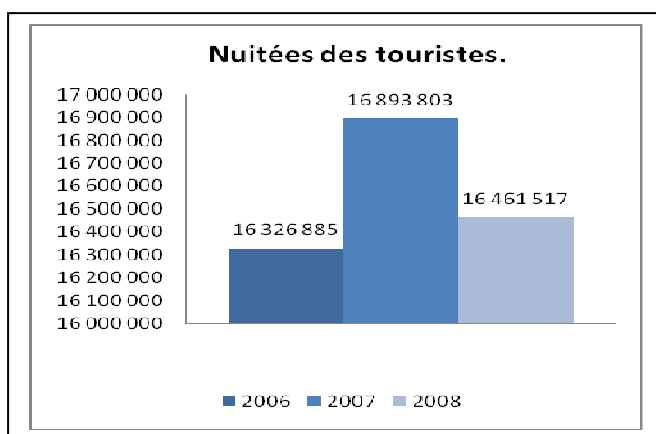
L'année 2001 a marqué clairement le point de rupture avec le passé en matière de politique touristique marocaine. En effet, depuis le discours prononcé par Sa Majesté le Roi Mohammed VI, le 10 Janvier 2001 à Marrakech lors des Assises Nationales du Tourisme, le Maroc s'est officiellement engagé dans une nouvelle politique touristique, dont les principaux axes sont :

- Atteindre 10 millions de touristes,
- Créer 160.000 lits (130.000 lits balnéaires et 30.000 lits dans les destinations culturelles du pays) portant la capacité nationale à 230.000 lits ;
- Investir un volume qui devrait atteindre 8 à 9 milliards.
- 600.000 emplois nouveaux seront créés ;
- Porter la contribution du tourisme au PIB à près de 20% à l'horizon 2010 via une progression en moyenne annuelle de 8.5%.

### 1.2 Répercussions de la crise sur la vision 2010

Les répercussions de la crise sur le secteur touristique au Maroc se résument en une phrase : augmentation du nombre de touristes mais diminution des recettes. Effectivement, le nombre de touristes à destination du royaume est sur les bons rails pour atteindre les 10 millions bientôt. Sauf que cette augmentation de nombre d'arrivés ne se concrétise pas en terme de recettes. Ceci est dû en premier lieu à la diminution de nombres de nuitées dans les hébergements classés.

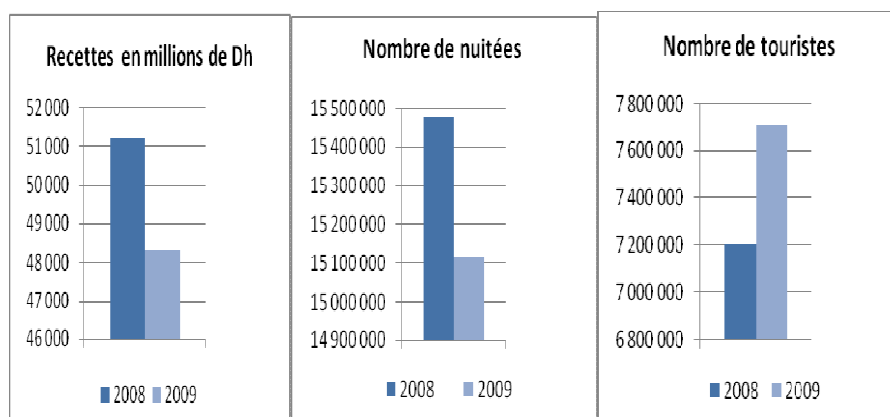




Calcul à base des chiffres officiels du Ministère marocain de tourisme :  
[http://www.tourisme.gov.ma/francais/5-Tourisme chiffres/Frequentation.htm](http://www.tourisme.gov.ma/francais/5-Tourisme%20chiffres/Frequentation.htm)

Malgré une progression des entrées de touristes, les recettes ont chuté en 2008 pénalisées par les mauvais résultats des cinq derniers mois de l'année (-15% sur la période août/décembre), et les nuitées réalisées ont baissé notamment à Marrakech et Agadir.

Pour ce qui est de 2009, les résultats des 9 premiers mois se sont présentés satisfaisants et prometteurs en terme de nombre d'arrivés (Augmentation de 7% pour le 9 premiers mois), néanmoins les recettes et les nuitées continuent de baisser, -6% pour les recettes et -2% pour les nuitées.



Comparaison entre les 9 premiers mois de 2008 et ceux de 2009 ; Selon les chiffres du Ministère marocain de tourisme : <http://www.tourisme.gov.ma/francais/5-Tourisme-chiffres/Frequentation.htm>

La riposte du tourisme marocain à la crise est un plan d'anticipation appelé « Cap 2009 » qui s'appuie sur un partenariat public/privé.

Ce plan intègre un certain nombre d'actions à savoir : le renforcement des campagnes de promotion et de fidélisation des clients, le développement du tourisme interne ainsi que la mise en place d'une cellule de crise. Les autres axes du plan convoitent

d'améliorer l'expérience touristique du client, entretenir la dynamique d'investissement et renforcer l'accompagnement institutionnel. Un budget de 10 Millions d'Euros a été consacré à ce plan de crise. Il s'ajoute au budget initialement prévu en 2009.

A noter que « CAP 2009 » n'a pas remis en cause les orientations stratégiques 2010 : formation, professionnalisation des métiers, amélioration de l'investissement et élaboration de la Vision 2020.

### **1.3 Conclusion**

Le Maroc est classé à la première place dans la région du Maghreb concernant le nombre de touristes, néanmoins il a un taux de retour très faible de 7%.

Le secteur touristique est stratégique et prioritaire pour le Maroc, non seulement il draine des investissements lourds et des recettes considérables en devises, mais il est aussi un grand pourvoyeur d'emplois. C'est pourquoi le Maroc a fait de lui l'une de ses priorités en terme de développement.

L'Organisation Mondiale du Tourisme prévoit une baisse en 2008-2009 ; et vu que l'Europe occidentale (46% du marché mondial) reste le marché traditionnel du Maroc, l'objectif sera, par conséquent, de maintenir ce marché traditionnel mais aussi de conquérir de nouveaux marchés, en particulier ceux de l'Europe de l'Est, la Russie ainsi que les pays arabes pour que la récession soit moins ressentie.

## **2. la répercussion de la crise sur les exportations marocaines**

L'activité économique et commerciale de l'exportation joue un rôle prépondérant dans l'économie marocaine. Etant donné que c'est un moyen crucial pour acquérir des devises, lesquelles sont pour le pays des moyens d'intervention sur les marchés extérieurs (par exemple pour s'équiper ou pour obtenir des produits de base).

Les exportations aiguissent l'économie des pays, notamment en augmentant la valeur de leur travail auprès des autres pays et en garantissant, dans le cadre de la mondialisation, la pérennité de leurs entreprises, qui est fortement liée à leurs positions sur le marché mondial (part de marché au niveau mondial).

Les exportations marocaines sont subdivisées en 46 secteurs partagées en exportations de biens et exportations de services et destinées à 272 pays et marchés<sup>5</sup>.

L'économie sur l'échelle mondiale a progressivement ralenti en 2008, et en début de 2009, particulièrement chez les principaux partenaires du Maroc, à cause du triple choc immobilier, financier et inflationniste qui s'est déclenché l'été 2007.

---

<sup>5</sup> Selon la subdivision du Conseil National du Commerce Extérieur.

Dans ce contexte marqué par des pics marquants des cours des produits pétroliers et alimentaires (fin 2007 et tout au long de l'année 2008), les exportations du Maroc ont enregistré une croissance à deux chiffres, supérieure à celle des importations. En effet, d'une valeur de près 253 milliards de dirhams, elles ont enregistré une expansion de 13,2% au terme de l'année 2008. Les exportations de biens ont été les plus dynamiques avec un accroissement de 24,3% contre une légère baisse pour les exportations des services.

Pour l'année 2008, le déficit commercial de marchandises du Maroc a été de 167,8 milliards de dirhams. Ce déficit a pour raison l'inflation qui a touché les prix des produits énergétiques des prix des céréales ainsi que les biens d'équipement sur les marchés internationaux. Ces trois groupes de produits sont la cause de plus de 58,2% de la croissance des importations.

Par ailleurs, la croissance des importations n'a pas été suffisamment couverte par la croissance des exportations qui a été de 24,3% en 2008 alors qu'elle n'a été que de 10,7% en 2007<sup>6</sup>.

Au terme de l'année 2008 toujours, le secteur de commerce des services du Maroc avec le reste du monde s'est soldé par un excédent de 49,8 milliards de dirhams. Les recettes ont connu une baisse peu significative de 0,6% par rapport à 2007. En contrepartie, les dépenses ont augmenté de 10,9%.

Pour ce qui est du commerce des biens, le bon résultat est imputé pour l'essentiel à l'augmentation des livraisons des phosphates et dérivés qui a constitué 33,4% du total des exportations contre seulement 18% en 2007. Le chiffre d'affaires réalisé en 2008 suite aux ventes des phosphates et dérivés a atteint 51,4 milliards de dirhams, soit 29 milliards de dirhams de plus par rapport à 2007.

Toutefois, les exportations des biens hors phosphates et dérivés ont connu une humble augmentation que de 1%. Ce faible taux est imputé au ralentissement et à la baisse de la demande étrangère, plus particulièrement pour les biens de consommation dont les ventes à l'étranger ont baissé de 7% par rapport à l'exercice antérieur.

Les produits de la mer contribuent à la hausse des exportations, notamment les poissons en conserve avec une progression de 16% avec un montant de 4,5 milliards de dirhams. Les exportations des crustacés, mollusques et coquillages ont également progressé de 8,5%, soit un montant de 5,6 milliards de dirhams.

Avec une évolution de 10,7%, les exportations des biens d'équipements ont atteint 15,5 milliards de dirhams. Plus de 50% de ces exportations est composée des fils et câbles pour l'électricité qui ont progressé de 7% (surtout pour les câbles de voitures).

Les circuits intégrés, les pièces d'avions, les interrupteurs et transformateurs électriques, les moteurs destinés à l'industrie à l'instar des pièces des appareils électriques, de machines de traitement de l'information, des chaudières et des grues figurent pareillement dans les exportations de biens d'équipement. Ce groupe représente 38% des exportations de cette famille de machines.

---

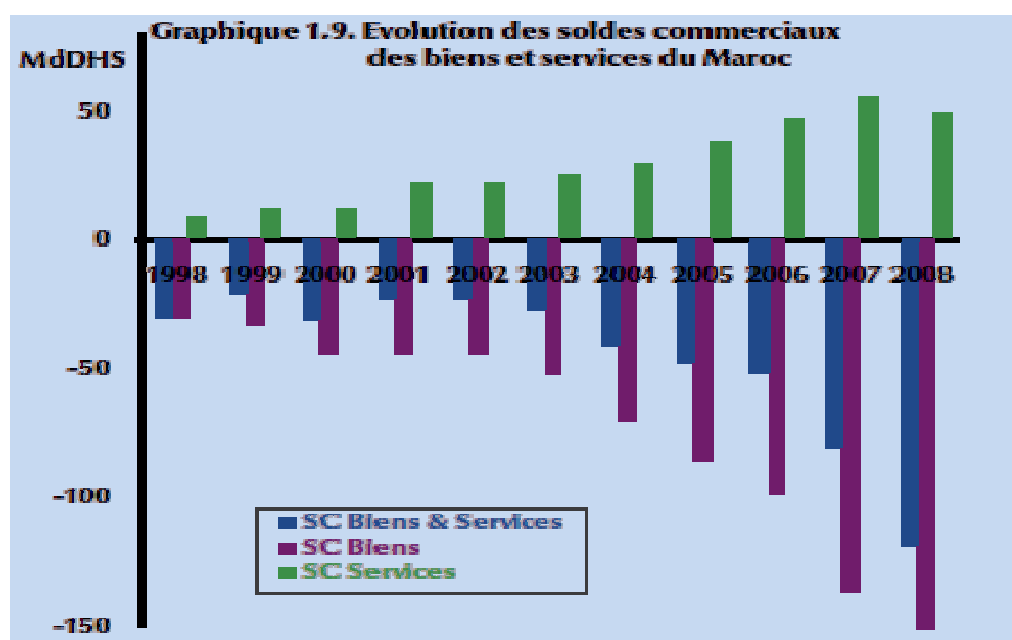
<sup>6</sup> Source : Direction des Etudes REF DE/SSC ; Le point du Commerce Extérieur pour l'année 2008.

D'autres biens exportés ont connu, de leurs parts, des performances évidentes, entre autres, les huiles de pétrole et lubrifiants, les agrumes et les fruits avec une hausse respectivement de 33%, de 6,7% et de 10%.

Par contre, et en raison de la diminution de la demande dans les marchés de destination (Allemagne, Espagne, France et Royaume- Uni), de la concurrence des produits asiatiques sur ces marchés, et également la dépréciation de certaines devises (dollars en premier lieu) certains produits repères et phares des exportations marocaines ont enregistré des contre-performances. Il s'agit essentiellement des ventes du secteur de textile: vêtements confectionnés et les articles de bonneterie qui ont baissé respectivement de 8,4% et de 16%.

Pour les articles de bonneterie, la contre-performance concerne les marchés du Royaume-Uni (-28%), d'Allemagne (-39%), d'Espagne (-18%) et de la France (-5%). Ces quatre pays contribuent à près de 95% à la baisse des expéditions des articles de bonneterie.

La baisse concerne également les exportations des composants électroniques et des légumes avec respectivement des taux de -22% et -20%.



Selon le Centre National de Commerce Extérieur : rapport 2007/2008 page 25 : <http://www.cnce.org.ma/Rapports/RapportAnnuel2008.pdf>

D'autre p  
accords d  
pour les  
flagrant e  
avec qui

oc par des  
ont doublé  
pays reste  
us les pays

Pour ce qui est des 9 premiers mois de 2009, le déficit de la balance commerciale a atteint 109,8 milliards de dirhams annonçant ainsi une diminution de 12,8% par rapport au niveau enregistré en 2008, selon l'Office des Changes Marocain. Ceci est dû à un recul à la fois des exportations et des importations.

Les exportations de marchandises ont totalisé, à fin septembre 2009, 83,6 milliards de dirhams, contre 126,6 milliards de dirhams en 2008, indiquant ainsi une baisse de 34%. Tandis que les importations se sont fixées à 193,5 milliards de dirhams, en baisse de 23,4%, par rapport à une année auparavant. La régression des exportations s'explique essentiellement par le recul des ventes des phosphates et dérivés, des composants électroniques, des vêtements confectionnés et articles de bonneterie et des produits alimentaires, dont les agrumes, légumes et fruits frais et les crustacés, mollusques et coquillages.

La même tendance à la baisse a été ressentie au niveau des principaux produits importés. Il s'agit notamment des produits de base : le pétrole brut, les produits alimentaires et les biens d'équipements.

Le commerce extérieur constitue le principal sentier de contagion de l'état de crise pour le Maroc. En effet, la situation de crise et plus précisément de récession que connaissent les partenaires stratégiques du pays, à savoir : la France, l'Espagne le Royaume-Uni et les Etats-Unis, a débouché sur une diminution de la demande de la part de ces pays ; et par ricochet, une baisse des exportations.

A préciser que, loin de la crise, le solde de la balance commerciale du pays était dans une logique d'accroissement, et la crise n'est venue que mettre le point, encore plus, sur ce problème.

### **3. les secteurs économiques les plus touchés par la crise**

#### **3.1 Le textile- habillement**

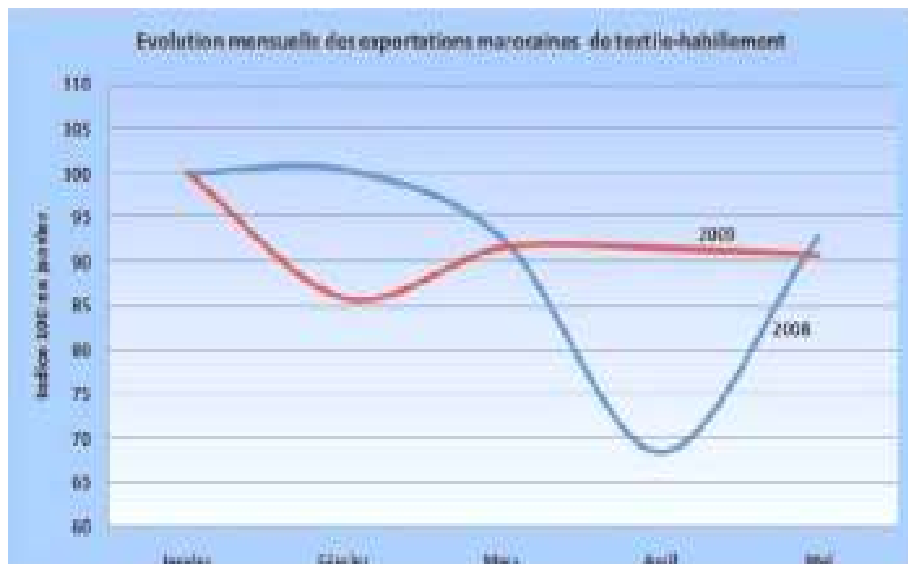
Le secteur du textile présente l'un des secteurs clés et majeur de l'économie marocaine : avec presque 1650 entreprises, 203.000 salariés (13.45% du secteur d'industrie de transformation), un chiffre d'affaires de 37,6 milliards de dirhams dont 75 % à l'exportation (28,4 milliards de Dirhams : 34% des exportations d'industrie de transformation)<sup>7</sup>.

Ce secteur est l'un des secteurs de l'export les plus touchés par la crise, vu que son principal marché, à savoir le marché européen est frappé de plein fouet par la crise. En 2008 le secteur des vêtements confectionnés a, en effet, connu des baisses sur les ventes destinées au Royaume-Uni (-23%), à l'Espagne (-7%), à l'Irlande (-54%), au Pays-Bas (-56%), à l'Italie (-9%) et au Portugal (-40%). Ce qui a abouti à une baisse des ventes de produits textiles et vêtements confectionnés (-8,4% ou -1,72 MMDH) et articles de bonneterie (-16,1% ou -1,27 MMDH).

---

<sup>7</sup> Selon les données officielles du Ministère de l'Industrie de Commerce marocain pour 2007.

Les importations du marché de textile-habillement européen pour le premier trimestre de 2009 ont connu une baisse de 0.9% par rapport à 2008. Partant de ce constat : les exportations du Maroc ont baissé de - 14,7 %.



Source : Cercle Euro-méditerranéen des Dirigeants Textile-Habillement, 2009.

<http://www.cedith.com/>

Le schéma ci-dessus montre clairement que les exportations marocaines de textile-habillement, pour les 5 premiers mois de 2009, sont inférieures de 6,4 % par rapport à leur niveau en 2008, ce qui représente un écart de 822,7 millions de Dirhams.

Selon les estimations de l'Association Marocaine des Industries du Textile et de l'Habillement (AMITH), les exportations du royaume auraient chuté de 10 % en 2008. La situation pourrait s'aggraver en 2009, avec une baisse encore plus importante de la demande en Europe.

### 3.2 Remarque

Exposé aux mêmes incidences qu'on vient de citer pour le secteur de textile, le secteur de Cuir et de chaussures subit une baisse en terme de demande étrangère.

### 3.3 L'industrie automobile

Selon les dernières statistiques du Centre Marocain de Conjoncture, ce secteur compte 300 sociétés employant 20.000 salariés et réalisant un chiffre d'affaires de 20 milliards de dirhams. Il fait depuis le lancement du plan émergence l'un des piliers sur lesquels le Maroc a opté pour développer son économie.

La crise qui touche le secteur de l'automobile risque de durer longtemps et ses effets sont imprévisibles et non maîtrisables. Le Maroc est certainement touché par cette crise. Si les effets sont déjà palpables au niveau des équipementiers et de certains

projets d'investissements, l'incertitude sur les développements futurs de la crise et ses conséquences limite la visibilité des professionnels et plaide pour une plus grande vigilance des pouvoirs publics.

Comme incidence majeure du secteur on cite : mise au chômage technique et baisse de régime d'activité. Les commandes sont de plus en plus faibles. Certaines lignes de montage sont en chômage technique, indique-t-on auprès de Delphi France, qui chapeaute la filiale marocaine de Tanger. Même constatation chez Valeo Maroc, ayant procédé à la réduction du temps de travail, ou chez SEWS, filiale du japonais Sumitomo, qui a dû tailler dans les effectifs de son usine de Berrechid.

Devant la baisse de la demande étrangère adressée au Maroc, le marché interne offre une solution opportune face à la crise. Effectivement et selon les chiffres durant 2008, il a affiché une progression de près de 17% ; nonobstant, sa taille demeure modeste (10% de l'activité).

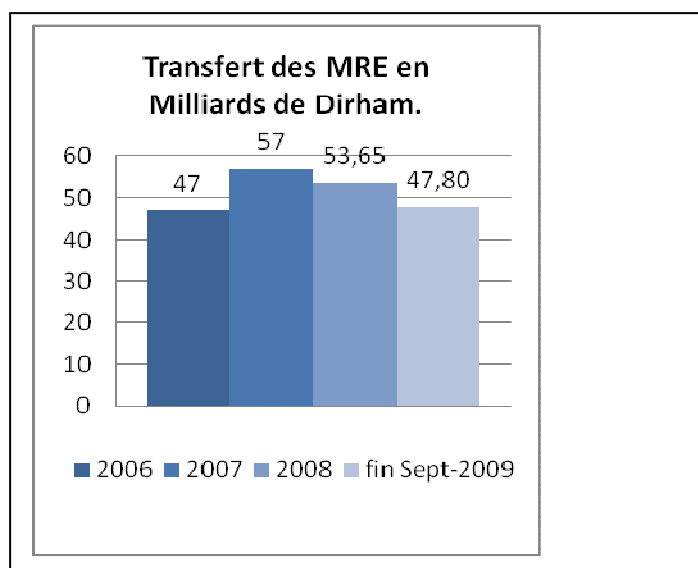
A l'heure actuelle, le groupe Renault, ayant accusé une baisse de 9,8% de ses ventes en Octobre 2008, maintient ses programmes d'investissement et de formation sur la zone franche de Tanger (projet phare de l'industrie automobile marocaine 200.000 voitures à partir de 2011 et 400.000 unités à terme ainsi que 6000 emplois directs). A rappeler que Renault compte approvisionner son usine de Tanger à raison de 75 % auprès des équipementiers locaux.

### **3.4 Le transfert des Marocains Résidents à l'Etranger**

Comme c'est le cas dans tous les pays en développement, les transferts des migrants marocains ont connu une diminution suite à la crise financière.

En 2008 les transferts ont diminué de 5.88% par rapport à leur niveau de 2007 sous l'effet de la situation économique mondiale. Les recettes ont connu une évolution positive pendant la première partie de l'année 2008 et se sont ensuite rapidement dégradées. Dans ce contexte, les transferts des MRE connaîtraient en 2009 une réduction allant de 5% à 10% selon la Banque Mondiale. En effet, jusqu'à Septembre 2009 les transferts des MRE ont baissé de 10.9%.

Cela est dû au fait que les pays de résidence sont affectés par le repli de l'activité et par le chômage, notamment dans les secteurs du bâtiment et de l'automobile où la main-d'œuvre étrangère est fortement représentée.



Calcul à base des chiffres du Haut  
Commissariat au Plan ;  
<http://www.hcp.ma/index.aspx>

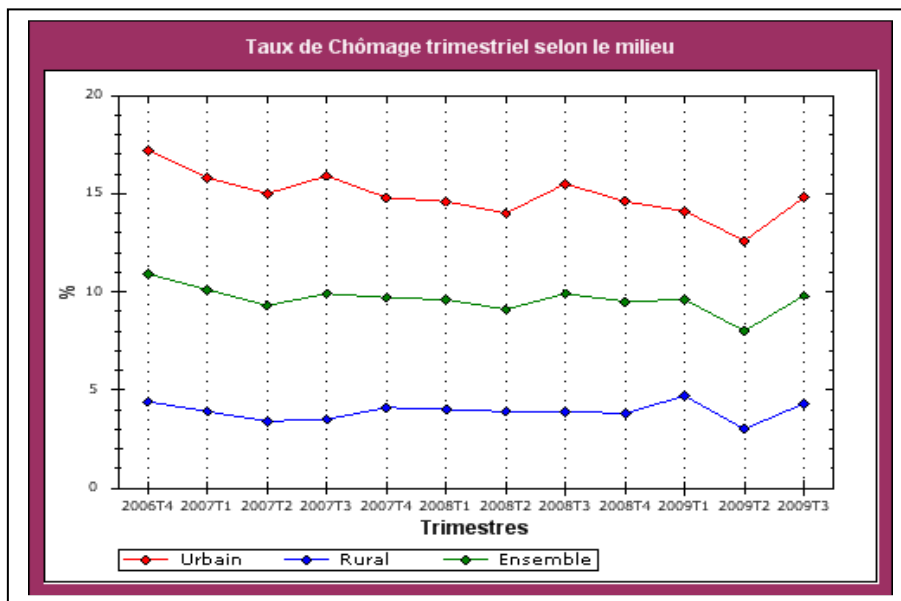
## 4. Le marché du travail et le plan social au Maroc après la crise

### 4.1 Le Marché du travail au Maroc face à la crise

Comme résultat inéluctable de la situation décrite auparavant, le taux de l'activité au Maroc s'est dégradé.

En effet, et selon les derniers chiffres du Centre Marocain de Conjoncture et en comparaison entre les 3 premiers trimestres de 2009 et ceux de 2008, le taux d'activité a baissé de 0.8%, pour se situer à 49,8% au lieu de 50,6%. 337 000 nouveaux postes d'emploi créés en 2009 contre 340.000 pour 2008 : Les créations d'emploi ont touché les secteurs des services et du bâtiment et travaux publics, avec 141.200 nouveaux postes. Ce volume est en hausse de 4,5% par rapport à 2008. Les autres activités comme « l'agriculture, forêt et pêche », l'industrie et les autres « activités mal désignées » ont vu disparaître 107 200 emplois (96 200 postes pour le milieu rural).

Et même si le volume d'emploi a augmenté de 0,03 % pour passer de 10.17 millions de personnes à 10.20 millions. Le taux d'emploi quant à lui a légèrement baissé. Il s'est établi à 44,9% au terme du troisième trimestre de 2009 contre 45,6% au terme de 2008. Le volume des chômeurs est passé de 1.12 million de personnes à 1.11 millions. Néanmoins, le taux de chômage est resté stable : 9.8%.



Source : <http://www.hcp.ma/frmInd.aspx?id=0101010100>

#### 4.2 Le plan social au Maroc post-crise

D'après les chiffres du Bureau International de Travail, le nombre de nouveaux chômeurs dans le monde en 2008 a été de 14 millions. Si la crise s'intensifie, le nombre de chômeurs pourrait atteindre au moins 38 millions en 2009.

L'aggravation du ralentissement économique à l'ensemble des secteurs d'activité sur l'échelle mondiale accroît les difficultés sur le marché de l'emploi marocain, ils consomment moins donc ils importent moins, et partant on produit moins et on emploie moins. Dans ce cas de figure, les risques de précarisation en milieu urbain, de pauvreté en milieu rural et d'instabilité sociale deviendraient importants.

Des phénomènes comme le retour des migrants en cas de prolongement de la crise dans les pays européens et une accélération de l'exode rural sont des raisons parmi d'autres qui peuvent aggraver la situation. Si la pauvreté a été réduite ces dernières années pour se fixer aux alentours de 10%, près de 20% de la population marocaine demeure en situation de vulnérabilité et risque de retomber dans la pauvreté<sup>8</sup>.

Par ailleurs, deux dispositions importantes prises par les pouvoirs publics ces derniers mois contribuent au soutien des revenus et du pouvoir d'achat : d'une part, la baisse de l'impôt sur le revenu appliquée depuis janvier 2009 et, d'autre part, la hausse du SMIG de 5% en juillet 2008 qui s'est suivie d'une deuxième hausse à l'été 2009.

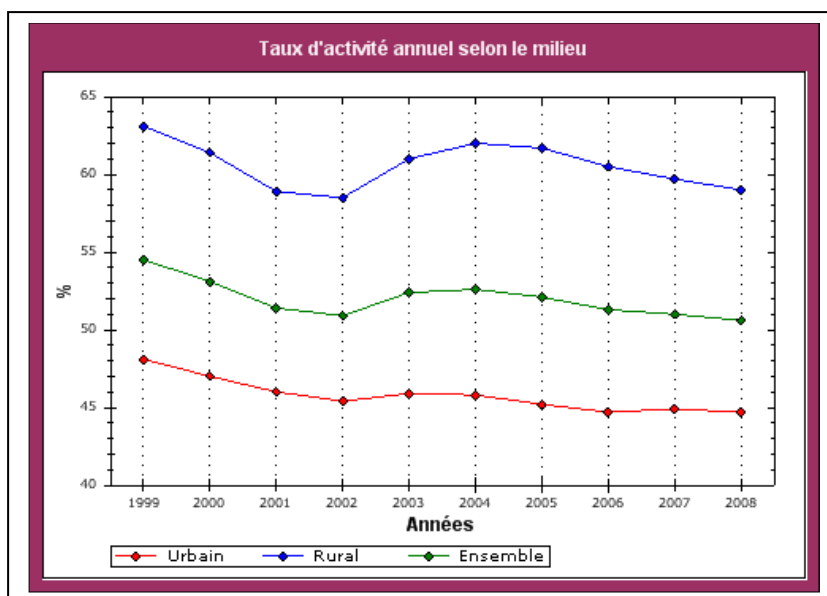
Selon les experts du Centre Marocain de Conjoncture, les pertes d'emplois seraient de l'ordre de 25.000 à 34.000 postes. Et d'après les déclarations à la CNSS entre janvier et décembre 2008 la branche de l'habillement a connu, à elle seule, une véritable

<sup>8</sup> Le Maroc face à la crise financière et économique mondiale: Enjeux et orientations de politiques Publiques Mai 2009 ; l'Institut Royal des Etudes Stratégiques (IRES).

hémorragie au rythme des réductions ininterrompues des effectifs pour en arriver à environ 50.000...

Un dispositif d'urgence est mis en place pour soutenir les entreprises en difficultés, dont les mesures sont la prise en charge par l'État de 100% des cotisations sociales à la CNSS, pendant une durée de six mois, renouvelable une fois, un soutien financier en vertu duquel l'État se portera garant vis-à-vis des banques, un appui commercial à l'extérieur, pour assurer le suivi et la mise en œuvre de ces mesures.

Cependant, ce programme d'urgence est jugé conjoncturel, très limité et loin d'être parfait, puisque certains secteurs n'y voient pas une réponse adéquate à leurs besoins. Pire encore, il semble ignorer des secteurs à forte valeur ajoutée qui commencent à ressentir les effets de la crise tels l'industrie de transformation des produits de la pêche, le Bâtiment et Travaux Publics, l'industrie de la céramique et dans une moindre mesure la pharmacie.



Source : <http://www.hcp.ma/frmInd.aspx?id=0101010100>

## Conclusion générale

La crise a bel et bien dévoilé les défauts de fonctionnement de l'économie mondiale, elle a transformé des milliardaires en des SDF en quelques mois, presque 1000 milliards de dollars seront les pertes pour le secteur des banques selon le FMI. D'octobre 2007 à la fin du mois d'août 2008, d'après l'hebdomadaire économique japonais "Nikkei", la valeur totale de la capitalisation boursière mondiale est passée de 63.000 milliards de dollars à 49 000 milliards de dollars. D'après cette même source, en fin septembre 2008, la capitalisation boursière mondiale s'élevait à 21 000 milliards de dollars, soit un tiers seulement de ce qu'elle était un an auparavant.

Le chaos jamais vu préalablement qui a tremblé l'économie mondiale a suscité le retour vers un interventionnisme des Etats pour réguler l'activité économique (France : plan de sauvetage 360 milliards d'euros ; Allemagne : 480 milliards d'euros ; Grande-Bretagne: 384 milliards d'euros ; Inde : aide au marché financier de 9 milliards d'euros ; Chine : baisse des taux d'intérêts ; Singapour : fonds de 75 milliards d'euros pour garantir tous les dépôts bancaires ; Arabie Saoudite : 30 milliards d'euros et baisse des taux d'intérêts par la banque centrale.) .

Effectivement, une fois en péril, les prôneurs du système libéral et de la privatisation des profits ont adjuré et demandé la socialisation des pertes.

Pour un pays émergent comme le Maroc, qui a opté pour l'ouverture de son économie – le taux d'ouverture a passé de 65% en 2002 à 90% en 2008<sup>9</sup>- et son renforcement via une structuration basée sur les industries fortes, une telle crise vient divulguer la pertinence de ses stratégies et le degré de la puissance de son économie et par ricochet, sa susceptibilité d'aboutir aux résultats définis auparavant ainsi que de garder son niveau de croissance.

Au premier jour, les autorités publiques marocaines ont estimé, par manque de perspicacité et de clairvoyance, que le Maroc est très bien protégé contre la crise ; ceci a été démenti avec le temps, ainsi ils ont dessiné et mis en place des programmes de réaction.

Les programmes pour faire face à la crise, jugés tardifs, n'ont pas pris en considération tout les secteurs de l'activité économique marocaine et ne répondent pas aux attentes de tous les opérateurs, c'est pourquoi les autorités vont devoir les réviser pour qu'ils aboutissent aux objectifs définis.

Selon le Haut Commissariat au Plan, la demande étrangère adressée au Maroc serait en hausse de 3% en 2010, contre une baisse de 10% en 2009. En 2009 toujours, l'économie marocaine a progressé de 5%, accroissement dû en premier lieu aux performances des activités agricoles qui ont connu une progression de 26%, tandis que les activités tertiaires et secondaires n'ont connu qu'une croissance de 1.6%.

Le Maroc s'est fixé depuis l'arrivée de son nouveau Roi plusieurs objectifs d'ordre économique et social, à savoir : Réduction de l'extrême pauvreté et de faim, assurer

---

<sup>9</sup> Selon le Centre Marocain de Conjoncture.

l'éducation primaire pour tous, promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans, améliorer la santé maternelle, combattre le VIH-SIDA, le paludisme et d'autres maladies, assurer un environnement durable, et enfin mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

Ces objectifs si ambitieux bâtissent la plate forme et la base de développement du pays. Ils ont connu des répercussions différentes suite à la crise financière, mais sans pour autant être déraillés. Néanmoins la crise a montré la nécessité d'augmenter la marge de risque, pour augmenter le gage de réussite.

## **Bibliographie**

- ✓ Commission des Communautés Européennes, Bruxelles, le 23/04/2009 SEC (2009) 520/2 Document de travail des services de la Commission, accompagnant la Communication de la Commission au Parlement Européen et au Conseil, Mise en œuvre de la politique européenne de voisinage en 2008 Rapport de Suivi Maroc.
- ✓ Crise financière internationale: Quel impact pour l'économie nationale Par M. Mohamed Chafiki, Directeur des Etudes et des Prévisions Financières 01 décembre 2008.
- ✓ Le Maroc face à la crise financière et économique mondiale Enjeux et orientations de politiques Publiques Mai 2009 l'Institut Royal des Etudes Stratégiques (IRES).
- ✓ Crise financière, crise économique : causes et relances, Daniel Martin.
- ✓ Communiqué de presse n° 09/155 du FMI ; le 10 mai 2009.
- ✓ BILAN STRATEGIQUE DE LA VISION 2010, Mai 2008 Réalisé avec le cabinet d'études : Daif Conseil., pour le compte de la fédération nationale de tourisme.
- ✓ Direction des Etudes REF DE/SSC ; Le point du commerce extérieur pour l'année 2008.